

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

La chute des prix du lait dans l'UE semble ne pas avoir de limite. Dans de nombreux pays, on nous annonce déjà des prix inférieurs à 25 centimes/litre. Dès lors, on peut véritablement se demander si les producteurs de lait peuvent encore survivre dans ces conditions. Quand on considère que la production d'un litre de lait coûte nettement plus de 40 centimes, il devient clair que l'on ne peut répondre à cette question que par la négative. Voilà pourquoi le niveau catastrophique des prix provoque d'intenses mouvements de protestation chez les producteurs de l'Europe entière. Pour le moment, le milieu politique a réagi en organisant une réunion extraordinaire du Conseil Agriculture pour le 7 septembre à Bruxelles. **Ce jour-là, les producteurs de l'EMB seront également sur place avec un grand évènement !**

Les faits sont là : la levée des quotas de production a entraîné une surproduction qui casse les prix. La promesse selon laquelle une brillante nouvelle stratégie d'exportation permettrait d'écouler sans peine les excédents de lait sur le marché mondial ne s'est pas concrétisée et le filet de sécurité de l'UE est si ténu que le poids d'une plume de moineau suffirait probablement à le rompre. Le fait est, également, que la forte chute des prix en Suisse, où les quotas laitiers ont été abolis dès 2009, avait déjà montré clairement au cours des dernières années ce qui attendait l'UE à son tour.

Nous pourrions désormais nous désoler de ce que les politiques, l'industrie et de nombreux représentants des agriculteurs auraient *forcément dû* prévoir cette évolution bien avant le 1^{er} avril 2015 – le jour de la fin des quotas de l'UE. Effectivement, on pourrait argumenter en ce sens et on aurait raison. Ou bien, nous pourrions arrêter de nous lamenter et en appeler plutôt à tous les acteurs du secteur laitier pour qu'ils tirent les leçons des erreurs passées et s'accordent sur une solution immédiate et durable. Une solution qui fasse sortir le secteur de la crise. L'EMB souhaite se concentrer sur cette deuxième possibilité et regarder de l'avant de manière constructive, car nous pensons qu'à la longue, chacun doit être parvenu à la conclusion que nous avons besoin, en Europe, d'un plan de sortie de crise efficace. La proposition de **Programme de responsabilisation face au marché (PRM)** est sur la table. À nous – agriculteurs, politiques, industriels - d'en discuter sérieusement ensemble ! N'ayons pas peur, ce n'est pas dangereux !

Dans notre bulletin d'information d'août, vous trouverez davantage de détails **sur la manifestation de l'EMB du 7 septembre à Bruxelles** et sur les mouvements de protestation des producteurs de lait dans toute l'Europe. Vous y lirez également des informations sur les dangers de l'accord commercial entre l'UE et le Canada (CETA) ou avec les États-Unis (TTIP).

Je vous souhaite une bonne lecture !

Silvia Däberitz, Directrice de l'EMB

EMB Bulletin août 2015

- Appel - Grande manifestation le 7 septembre à Bruxelles
Communiqué de presse : Les mouvements de protestation dans toute l'Europe font état de la situation déplorable des producteurs de lait
- Protestations en Europe – aperçue des différentes actions dans les pays
Prise de position conjointe des producteurs laitiers français et allemands
- Libre-échange transatlantique et fin des quotas laitiers : l'Europe va perdre gros !
Canada : La gestion de l'offre est menacée

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Appel - Grande manifestation le 7 septembre à Bruxelles

Le lait déborde de tous les côtés en Europe - les prix du lait mènent les producteurs laitiers droit à la faillite !

Chers collègues,

La situation est dramatique ! Les prix du lait sont au plus bas et les producteurs laitiers de tous les coins d'Europe se voient privés de leur gain-pain.

Les décideurs politiques ruinent les producteurs laitiers

Que tout va mal sur le marché du lait, les politiques s'en rendent enfin compte aussi. Les ministres de l'agriculture des 28 Etats membres de l'UE ont convoqué une réunion extraordinaire du Conseil à Bruxelles le 7 septembre afin de discuter de solutions pour le secteur laitier.

Les producteurs laitiers européens doivent se faire entendre à Bruxelles s'ils veulent que les ministres ne se limitent pas à discuter mais prennent enfin les décisions indispensables dont le marché du lait a besoin d'urgence.

Nos exigences :

- Des prix rémunérateurs et l'application dès aujourd'hui de notre instrument de crise, le PRM !
- Une renonciation volontaire aux livraisons doit immédiatement être financée à l'aide de fonds provenant du superprélèvement afin de réduire le volume de lait !

Une manifestation de grande envergure est prévue devant le bâtiment où se réuniront les ministres de l'agriculture. Les producteurs laitiers de toute l'Europe et de nombreux tracteurs montreront de façon efficace aux ministres combien leur politique laitière est déplorable.

La balle est maintenant dans le camp des politiques ! Plus nous serons nombreux à Bruxelles le 7 septembre au matin, mieux nous serons à même de montrer que les producteurs laitiers européens font bloc et qu'il est temps pour les décideurs politiques d'agir.

Nous avons besoin de vous le 7 septembre à Bruxelles ! Battez-vous ensemble avec vos collègues des autres pays et exigez qu'on mette fin à cette politique laitière dévastatrice !

Détails de la manifestation du 7 septembre :

- Lieu de rencontre le matin : Bâtiment Justus Lipsius (Rue de la Loi 175, B-1000 Bruxelles)
 - Grande manifestation à partir de 11h30 environ
 - Des informations plus précises suivront sous peu
-

Communiqué de presse : Les mouvements de protestation dans toute l'Europe font état de la situation déplorable des producteurs de lait

© EMB

Voici notre dernière communiqué de presse:

(Bruxelles, le 30-07-2015) Partout en Europe les producteurs de lait font entendre leur voix. Que ce soit en France, en Espagne, en Belgique, au Portugal ou en Allemagne – la chute drastique des prix du lait jusqu'à 25 centimes le litre contraint les producteurs laitiers à descendre dans la rue.

Cette situation intenable est le résultat d'une politique laitière qui mise sur l'exportation et la surproduction. Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'European Milk Board (EMB), s'inquiète: « Le système actuel, la politique en vigueur ont échoué et entraînent les producteurs laitiers européens dans le précipice. »

Cependant, ce n'est pas en proposant des concepts irréflechis face à cette politique erronée d'une augmentation illimitée des volumes que l'on pourra mettre fin à cette misère. Ces pseudo-solutions permettent tout au plus de duper le grand public et les producteurs laitiers pour une courte durée. Ces concepts douteux comprennent une augmentation du prix d'intervention sans réduction des volumes produits, des accords douteux sur le prix ainsi que des stratégies d'exportation peu réalistes.

En quoi consiste le problème ?

Quels sont les facteurs qui empêchent d'établir un prix rémunérateur sur le marché, qui permettrait aux producteurs laitiers de survivre ainsi que d'investir dans la production future ? Les volumes produits sur le marché sont supérieurs à la demande. Les excédents produits entraînent les prix en chute libre. « Cela vaut pour tous les pays de l'UE », explique Sieta van Keimpema. « Il serait injustifié de rejeter la faute sur certains pays ou certains producteurs. En effet, tous les producteurs font face aux mêmes difficultés. » Ces accusations ne font que détourner l'attention du vrai problème et mettent en évidence le peu d'intérêt accordé à la recherche d'une véritable solution.

Quelle est la solution ?

Si les excédents anéantissent les prix, il faut agir sur le levier des volumes de production dans l'UE pour contrecarrer la menace existentielle qui pèse sur les producteurs de lait. Réduire les volumes produits en temps de crise permet de diminuer la pression sur le marché et d'atteindre des prix plus élevés. Étant donné que les producteurs ne diminueront pas leur production de manière individuelle, cela implique la mise en place solidaire d'un instrument de gestion de crise, tel que le Programme de Responsabilisation face au Marché (PRM). Un tel système permettrait de garantir une répartition équitable de la réduction des volumes sur tous les producteurs. Le juste prix atteint de cette manière profitera à chaque producteur.

Quelles sont les solutions inefficaces qui détournent l'attention du vrai problème ?

Soutenir les prix de manière artificielle ne ferait que stimuler la production et empirer la situation. C'est pourquoi la proposition d'augmenter le prix d'intervention, sans diminuer simultanément les volumes produits, est contre-productive. De même, miser exclusivement sur les exportations pour se défaire des excédents sur d'autres marchés ne résoudra pas le problème. Car l'offre de lait sur ces marchés est elle aussi déjà abondante et la lutte des prix internationale qui s'ensuit mène à une baisse des prix pour tous. Les excédents supplémentaires en provenance de l'UE renforcent encore la spirale des prix vers le bas. Sieta van Keimpema résume comme suit les revendications de l'EMB : « Puisqu'il n'est pas possible de repousser le problème, il ne reste plus qu'une chose à faire : l'UE doit faire ses devoirs et réformer le système actuel, de manière à permettre aux producteurs laitiers de sortir durablement de la misère ».

En outre, des mesures ponctuelles telle que celle annoncée en France, qui consiste à augmenter le prix du litre de lait

de 30 à 34 centimes en dépit de la réalité du marché, ne résoudront pas le fond du problème.

Seule la mise en place par la Commission, le Conseil et le Parlement européens d'un mécanisme de gestion de crise basé sur la réduction des volumes produits peut aboutir à une situation de marché permettant aux producteurs laitiers d'obtenir un prix équitable. La réunion extraordinaire des ministres européens de l'agriculture sur la crise des prix du lait prévue le 7 septembre devra lancer des signaux importants et amorcer la mise en place de solutions à long terme.

Pour de plus amples informations sur l'instrument de gestion de crise pour le marché laitier – le [Programme de Responsabilisation face au Marché \(PRM\)](#)

Silvia Däberitz, EMB

Protestations en Europe – aperçue des différentes actions dans les pays

La situation lamentable sur le marché du lait soulève de nombreuses protestations partout en Europe. Voici un aperçue des différentes actions dans les pays.

© AbL

Rapport du 7 août

France: D'après *agra-europe* du 06/08, le ministre de l'agriculture français Le Foll s'efforcerait d'obtenir des décisions concrètes visant à atténuer la crise actuelle avant le Conseil Agriculture extraordinaire du 7 septembre. La France prépare actuellement des propositions de soutien aux marchés et cherche à rassembler une majorité derrière ses propositions d'ici au 7 septembre. M. Le Foll avait déjà suscité quelques remous pour avoir défendu bille en tête un soutien aux prix des produits laitiers français aux dépens des importations.

Espagne: Une réunion a eu lieu le 5 août à Saint-Jacques-de-Compostelle (en Galicie, au nord de l'Espagne) entre les producteurs laitiers, le ministère de l'agriculture et des responsables politiques régionaux. Du point de vue des éleveurs laitiers, cette rencontre n'a pas été satisfaisante. Le 6 août, une deuxième grande manifestation, rassemblant environ 500 tracteurs et 2000 producteurs laitiers, a eu lieu à Chantada (en Galicie). Les éleveurs laitiers de Galicie réclament au moins 30 centimes par litre de lait. Ils reçoivent actuellement 26-27 centimes ; pour certains, le prix du lait est même inférieur à 20 centimes.

Allemagne: Dans une [lettre ouverte](#) au ministre de l'agriculture Christian Schmidt du 6 août, MEG Milch Board a durement critiqué l'orientation à l'export du ministre de l'agriculture allemand Schmidt. Dans un entretien avec « Die Welt », le ministre avait présenté les nouveaux marchés à l'export au Proche-Orient (Iran) et en Chine comme des débouchés pour la production croissante de lait et souhaité relancer les exportations.

[Interview du ministre de l'agriculture Schmidt dans Die WELT du 02/08/2015](#) (en allemand)

Belgique: Communiqué de presse du MIG sur la situation actuelle en Belgique et sur les mesures dans le secteur laitier ([en français](#) ou [en néerlandais](#)).

Actions : Grande action de l'EMB à Bruxelles (7 septembre), grande manifestation de [l'Alliance D19-20](#) à Bruxelles (6

septembre).

Grande-Bretagne: Au Royaume-Uni, les mouvements de protestation des producteurs de lait devant les centres de distribution et dans les supermarchés se poursuivent après l'annonce le weekend dernier par les trois grandes laiteries – Arla, First Milk et Dairy Crest – de pénuries de lait. Les éleveurs laitiers appellent les consommateurs à boycotter les supermarchés pratiquant une politique de prix inéquitable.

Lituanie: La situation difficile des producteurs laitiers lituaniens se maintient. Les prix sont en moyenne entre 18 et 20 centimes, certains se voient payer le montant ridicule de 10 centimes pour du lait soi-disant « en surplus ». La LPGA, l'association lituanienne des producteurs laitiers, réclame des instruments de régulation du marché du lait et appelle le gouvernement lituanien à garantir des pratiques commerciales équitables et des prix justes pour les producteurs.

Rapport du 5 août

EMB: Une réunion extraordinaire de l'EMB s'est tenue à Bruxelles le 4 août. Les pays suivants y étaient représentés : Allemagne (BDM et AbL), France (OPL), Belgique (MIG et FMB), Luxembourg (LDB), Pays-Bas (NMV et DDB), Irlande (ICMSA), Suisse (BIG-M), Lettonie (LOSP). Le compte-rendu des délégués a confirmé une nouvelle fois que la situation est intenable partout en Europe. Il a été décidé que l'organisation d'une grande manifestation s'impose pendant la matinée du 7 septembre à Bruxelles, où ce tiendra ce jour le Conseil extraordinaire des ministres de l'agriculture. De plus, il est important que des actions décentralisées soient organisées dans les différents pays. Lors de la réunion, une discussion s'est tenue sur l'organisation détaillée de la manifestation. Il est important que de nombreux producteurs y participent ! Un appel à la manifestation vous sera envoyé bientôt.

Allemagne: Des actions spontanées sont actuellement menées en Allemagne. L'association de producteurs AbL nous a informé notamment sur une action en Frise orientale : « En Frise orientale, 150 producteurs laitiers ont mené une action spontanée avec 78 tracteurs hier soir devant la centrale d'achat d'ALDI à Hesel. Selon les participants, de nombreux jeunes agriculteurs y ont participé ainsi que de nombreux producteurs qui n'avaient jusqu'à présent pas participé à des actions ou des réunions semblables. L'idée d'organiser cette action est née spontanément au sein d'un petit groupe de producteurs du BDM et du président régional de l'AbL Ottmar Ilchmann. L'idée a vite fait le tour sur les médias sociaux, atteignant ainsi un grand nombre de personnes. »

Images de l'action

Royaume-Uni: Au Royaume-Uni, d'autres actions sont prévues dans les jours à venir. L'organisation Farmers For Action (FFA) a souligné qu'ils sont déterminés à continuer d'informer le public des problèmes actuels, par le biais d'actions fortes. Il appartiendrait maintenant à l'industrie laitière britannique d'agir. De plus, le Premier ministre britannique devrait enfin comprendre qui dirige vraiment le pays et qui détient le contrôle de la production d'aliments au Royaume-Uni. Selon toute apparence, ce ne sont pas les dirigeants politiques et les producteurs, mais bien la grande distribution. Les producteurs du Royaume-Uni organisent aussi des actions positives telles que les dénommés « Trolley Challenges », lors desquels des caddies sont remplis de briques de lait. Souvent, les producteurs achètent ensuite le lait pour en faire don notamment à des centres d'accueil pour sans-abris.

Suisse: Les producteurs suisses suivent de près les manifestations de leurs confrères dans l'UE. De fait, certains producteurs de l'organisation BIG-M voient d'ailleurs le rôle de la Suisse d'un œil critique. Les représentants suisses auraient toujours présenté la suppression des quotas en Suisse de façon positive face à l'UE. Cependant, la fin des quotas a en effet eu des conséquences très négatives en Suisse. L'UE aurait ainsi été trompée et la Suisse serait donc en partie responsable de cette « infamie » qui est en train de se produire dans l'UE. Voici [un article du Blick](#) (en allemand)

France: Des éleveurs français de la Coordination rurale ont manifesté hier, le 4 août, dans la ville de Metz. Un cortège de tracteurs s'est déplacé jusqu'au centre des impôts afin de réclamer la suppression de l'impôt sur les terres (impôt

foncier non bâti).

Plus d'information: [Le Républicain Lorrain](#) and [TV 19/20 of France 3 Lorraine](#), August 4 (3:20)

Rapport du 1 août:

Belgique: Le vendredi il y avait aussi des blocages en Belgique. Pour exemple devant des supermarché de Carrefour à Waterloo et à Bruges. Une réunion tenue au siège de la laiterie Comeos entre organisations agricoles, secteur agroalimentaire et grande distribution s'est soldée par un accord pour définir des mesures de soutien d'ici la fin août. En attendant, les actions sont levée. [Ici l'image du document.](#)

Le jeudi ont eu lieu des mouvements importants de protestation de la part des producteurs en Flandres et en Wallonie. Ils ont mené des actions de blocage sur l'autoroute à l'aide de 300 tracteurs environ, bloqué une laiterie et manifesté devant des supermarché tels qu'Aldi à Erpe-Mere (Flandres). Au cours des protestations, les producteurs ont parlé avec le ministre fédéral de l'agriculture Willy Borsus.

Le jeudi six organisations agricoles, dont le MIG (organisation membre de l'EMB) et le Boerenbond, ont publié une déclaration commune dans laquelle ils annoncent vouloir à l'avenir chercher ensemble une solution ayant pour objectif un prix du lait rémunérateur qui comprend également la rémunération du travail. Ils veulent développer une stratégie commune avant le 7 septembre (date à laquelle se tiendra la réunion extraordinaire du Conseil des Ministres de l'Agriculture à Bruxelles). [Vous trouverez le texte de la déclaration en français et en flamand ici.](#)

France: Les organisations françaises APLI et OPL ont publié avec les associations de producteurs allemands BDM et AbL une prise de position dans laquelle ils affirment leur solidarité réciproque. Dans cette prise de position, ils soutiennent les actions qui dénoncent la misère de la branche laitière cependant qu'ils se distancient des propos visant à repousser la faute sur les producteurs d'autres pays. Les producteurs français et allemands réagissent ainsi aux actions qui se sont déroulées dans les régions frontalières franco-allemandes au cours desquelles il a été reproché aux agriculteurs allemands de pratiquer le dumping des prix. [Vous trouverez le texte de la prise de position en français et en allemand ici.](#)

Les mouvements de protestation se poursuivent en France. C'est ainsi par exemple qu'en début de semaine 200 producteurs ont – à l'appel de l'organisation Coordination Rurale en Bretagne – effectué le blocus des laiteries Sodiaal. Les protestataires ont déclaré que ce qui importait c'était de recevoir le juste prix du lait et non des subventions. Le prix doit être à même de couvrir les frais de production. Qui plus est, il conviendrait de plafonner les excédents de production au niveau de l'UE grâce à la gestion des volumes.

Xavier Beulin, le leader de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA) a publié le 28 juillet une lettre ouverte et douteuse aux paysans. Certaines réactions ont été alors négatives : [Ici vous trouverez la lettre du paysan et président de la Coordination Rurale, Bernard Lannes, en réponse à Xavier Beulin.](#)

Allemagne: L'organisation Bundesverband Deutscher Milchviehalter (BDM) prévoit une semaine d' action avec un grand événement à Munich le 1er Septembre. Les équipes fédérales du BDM coordonnent actuellement une course de relais dans toute l' Allemagne . [Voir plus sur la semaine d'action sur la page Web du BDM \(en allemand \) .](#)

Dans un communiqué de presse, le groupement *Arbeitsgemeinschaft bäuerlicher Landwirtschaft* (AbL) exige du Ministre fédéral Christian Schmidt et des ministres de l'agriculture des états fédérés qu'ils mettent sans délai tout en œuvre au niveau de l'UE pour obtenir rapidement une diminution consensuelle de la production de lait. Il réclame la mise en place d'un dispositif de crise.

Grande Bretagne: Dans la région des West Midlands (centre du Royaume-Uni) les manifestants ont bloqué une voie rapide le 24 juillet à l'aide d'un convoi de tracteurs. A l'origine de cette manifestation : la chute du prix du lait au Royaume-Uni.

Environ 200 producteurs d'Irlande du Nord ont manifesté avec un convoi de tracteurs devant le parlement et exigé des hommes politiques – entre autres du premier ministre Cameron – qu'ils se mettent enfin à la tâche dans une des périodes de crise les plus graves de l'histoire de l'Irlande du Nord.

Ces derniers jours des producteurs de lait britanniques sont descendus sur la plage avec leurs vaches pour discuter avec les consommateurs du bas prix du lait.

Photos de cette action sous : <https://www.facebook.com/dimplesthecalf?fref=ts>

Commission de l'UE: Les aides octroyées à l'entreposage privé (beurre et lait en poudre) seront prolongées jusqu'à fin février 2016. Elles auraient dû prendre fin le 30 septembre. La période d'intervention publique sera également prolongée jusqu'à fin février 2016.

Rapport du 29 juillet

France : suite aux protestations persistantes, marquées notamment par les blocages des laiteries par les agriculteurs, un accord a été convenu vendredi dernier avec l'industrie laitière fixant le prix du lait à 34 centimes le litre en moyenne pour 2015, tous segments confondus. À l'heure actuelle, les prix sont inférieurs à 30 centimes le litre. Certaines manifestations étaient dirigées à l'encontre des pays voisins. Des camions allemands ont été arrêtés à la frontière, les manifestants accusant les agriculteurs allemands de pratiquer le dumping salarial. *Les associations françaises membres de l'EMB, l'APLI et l'OPL, se tiennent à l'écart de ces actions où les accusations vont à l'encontre des producteurs des autres pays. Elles soutiennent des actions conjointes et solidaires entre tous les producteurs de lait en Europe afin de trouver ensemble une solution à ce problème d'envergure européenne. Les problèmes sont partout les mêmes : compte tenu de l'offre excédentaire de lait en Europe, les agriculteurs ne bénéficient pas d'un prix équitable pour leur travail. Cette situation concerne tous les producteurs de la même façon.*

Le BDM a publié un [communiqué de presse](#) sur ce sujet.

Belgique : lors de l'ouverture de la Foire agricole de Libramont, certains producteurs de l'association membre de l'EMB, la MIG, ont manifesté leur mécontentement vendredi dans le but de se faire entendre du monde politique. Cette action a donné suite à des discussions avec le ministre-président de la Wallonie et les Ministres de l'agriculture de la Wallonie et de l'État fédéral. Le Premier ministre y était également présent. Le Commissaire à l'agriculture Hogan avait annulé à la dernière minute son passage à la foire, d'où l'absence de rencontre. La MIG a annoncé d'autres actions. Dans un communiqué de presse du 27 juillet, la MIG exige, en outre, une augmentation du prix du lait au niveau convenu récemment en France, de manière à couvrir au moins les coûts de production. Pour beaucoup de producteurs belges, le prix du lait se situe actuellement en moyenne à 25 centimes le kilo seulement. (Ici des vidéos sur la manifestation [video 1](#) [video 2](#))

Allemagne : le 24 juillet, les producteurs de l'AbL ainsi que du BDM de Basse-Saxe ont manifesté devant le bâtiment de laiterie Deutsches Milchkontor (DMK), la plus grande laiterie d'Allemagne. Les producteurs ont critiqué la focalisation sur la production destinée à l'exportation, en dépit du manque de débouchés dans le monde et donc de la surproduction de lait. En juin, les producteurs du DMK ont touché seulement 27 centimes par litre. Il faudrait réduire la quantité de lait immédiatement pour que les prix se redressent, d'après les dires des manifestants.

Portugal : même au Portugal, la situation est grave et les producteurs élèvent la voix, comme ce fut le cas notamment lors d'une manifestation le 15 juillet. L'année dernière, le prix du lait a chuté de 25 %. Comme le rapportent certains représentants du Portugal, le secteur connaît actuellement la phase la plus difficile de son histoire. Quantités de producteurs ne perçoivent actuellement qu'un prix moyen de 23 centimes par litre de lait. [Ici des photos de la manifestation](#)

Lituanie : certaines sources laissent entendre que la Lituanie sera le premier pays à déposer une demande d'intervention. La Lituanie a proposé une intervention publique pour près de 200 tonnes de lait écrémé en poudre. Il est

prévu que 500 tonnes en plus suivent de semaine en semaine jusqu'à la fin du mois suivant au minimum (au total 2 700 tonnes environ). La situation tarifaire dans cet État de la Baltique est tellement fatale qu'il faut faire appel à ce maigre soutien de la part de l'UE.

Silvia Däberitz, Regina Reiterer et Astrid Sauvage, EMB

Prise de position conjointe des producteurs laitiers français et allemands

© EMB

Ensemble pour une réforme du système dans le secteur laitier

Depuis de nombreuses années, nous – producteurs de lait français et allemands – luttons ensemble pour un marché du lait stable et pour la dignité des éleveurs laitiers.

Au fil des années, nous avons pu constater, encore et toujours, que nos problèmes sont les mêmes : sans un cadre juridique adéquat, les producteurs – premier maillon de la chaîne – ne bénéficieront pas d'un prix du lait équitable. C'est pour cette raison que nous luttons ensemble pour l'introduction d'un système de gestion de crise qui serait à même, lorsqu'une crise se dessine, de rétablir un équilibre sur le marché rapidement et de façon préventive. Nous apprécions le courage et la force de nos collègues de chaque côté de la frontière qui, en marquant chacun des pas importants, nous

font tous avancer petit à petit.

Il y a certainement déjà eu de nombreuses tentatives de l'extérieur pour monter les producteurs européens les uns contre les autres, afin de détourner l'attention du vrai problème. C'est ce qui se passe aussi actuellement avec les actions menées dans la région frontalière franco-allemande. Nous – les associations françaises APLI et OPL et allemandes BDM et AbL, membres de l'EMB – soutenons des actions dénonçant la misère actuelle. Cependant, nous nous dissocions de déclarations consistant à rejeter la faute aux producteurs d'un autre pays. Nous sommes en faveur d'actions conjointes et solidaires de tous les producteurs laitiers en Europe, afin de trouver ensemble une solution pour ce problème européen.

La solidarité entre les producteurs français et allemands est forte. Nous allons continuer de lutter ensemble et de nous soutenir mutuellement ! Nous appelons tous nos collègues en Allemagne, en France ainsi que dans tous les autres pays européens à participer activement à cette lutte. Nous condamnons toute tentative de ceux ou celles qui visent à monter les éleveurs laitiers les uns contre les autres !

APLI – Association des producteurs de lait indépendants, France

OPL – Organisation des producteurs de lait, France

BDM – Bundesverband deutscher Milchviehhalter, Allemagne

AbL – Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft, Allemagne

[*prise de position en pdf*](#)

[*prise de position \(en allemand\)*](#)

Libre-échange transatlantique et fin des quotas laitiers : l'Europe va perdre gros !

Les industriels de la filière laitière semblent se réjouir de la disparition des quotas et du traité de libre-échange Europe/Etats-Unis à venir, parce que cela leur permettrait de conquérir toujours plus de marchés à l'export, pendant que les producteurs de lait souffrent et disparaissent en silence.

© European Union, 2015

Mais l'agroéconomiste Jacques Berthelot et un rapport du Parlement Européen nous mettent en garde contre une telle illusion. Les transformateurs prétendent qu'en matière de produits laitiers, les européens auraient plus à gagner du partenariat transatlantique que les américains. Mais la réalité décrite par J. Berthelot dans son article intitulé - [L'aveuglement des exportateurs laitiers français et européens sur le TAFTA](#) - est tout autre.

Déferlement programmé de produits laitiers américains sur l'Europe

En premier lieu, les droits de douane sur les produits laitiers de l'UE sont 3 fois supérieurs à ceux des USA. Très logiquement, ce sont les industriels américains qui tireront profit du traité de libre-échange et certainement pas les industriels européens.

Cela est d'ailleurs confirmé par une [étude réalisée pour le Parlement Européen en 2014](#) : on y lit page 44 que si l'UE peut espérer augmenter ses exportations vers les USA de 239%, passant de 1 milliard à 2,4 milliards de dollars, les USA peuvent espérer augmenter les leurs vers l'UE de 2 090%, passant de 260 millions à 5,4 milliards ! Il faut donc s'attendre à un déferlement de produits laitiers américains sur l'Europe !

Soutien massif des Etats-Unis à leur production laitière

En deuxième lieu, les USA se sont dotés depuis février 2014 d'une politique agricole très volontariste. La production laitière dispose en effet de 3 solides outils de régulation :

- un prix mensuel minimum (blend price) versé aux producteurs via un fonds de mutualisation alimenté par les transformateurs, au sein de chacun des 10 programmes fédéraux d'organisation de la commercialisation du lait (FMMO) actifs sur le territoire américain,
- une assurance fédérale d'une partie de leur marge au choix (0,08 à 0,16 \$/kg, soit 70 à 140 €/t de lait) en contrepartie d'une souscription payée au trésor américain (0 à 24 €/t),
- un programme permettant à l'Etat fédéral d'acheter des produits laitiers transformés, si la marge moyenne des producteurs passe sous les 70 €/t, et de les distribuer sous forme d'aide alimentaire.

Sans compter les assurances sur les fourrages, un programme d'indemnisation des pertes de cheptel en cas d'épidémie ou d'aléa climatique et un programme d'aide financière aux coopératives : « les coopératives travaillent ensemble ».

Une Europe qui dérégule à tout-va

L'UE a fait tout le contraire en réformant sa Politique Agricole Commune sans prévoir de filet de sécurité pour les éleveurs et en supprimant les quotas laitiers, à partir du 1er avril 2015. Une telle inconséquence de la part de l'UE risque de produire des effets désastreux.

En cas de surproduction et de baisse de prix sur le marché mondial, les producteurs de lait américains, soutenus par leur gouvernement fédéral, pourront ainsi continuer à produire, quel que soit le prix. En Europe, les éleveurs laitiers subiront de plein fouet la baisse des prix et ses conséquences funestes : travail à perte, cessations d'activité,

restructuration de la production.

Revenir au bon sens

Les transformateurs doivent donc cesser de désinformer les éleveurs laitiers. La fin des quotas et le libre-échange transatlantique ne leur seront jamais profitables.

Quant à l'Union Européenne, elle doit prendre ses responsabilités en bâtissant une régulation efficace du marché du lait et en excluant les produits alimentaires de ce traité de libre-échange.

Véronique Le Floc'h, présidente de l'OPL

Canada : La gestion de l'offre est menacée

© European Union, 2015

L'UE et le Canada ont récemment conclu un accord commercial global (CETA) qui aura un impact sur les agriculteurs dans les deux pays. L'Union Nationale des Fermiers (UNF) qui représente les familles d'agriculteurs met en garde contre les conséquences de l'accord. Dans une déclaration adressée à la Chambre des communes du Canada, l'organisation explique pourquoi les agriculteurs n'auront que peu ou pas à gagner, et beaucoup à

perdre, si CETA entre en vigueur :

L'Europe exporte plus de deux fois plus de fromage que le Canada n'en produit. L'Europe n'aurait aucune difficulté à nous en vendre davantage – leurs exportations dépassent déjà la production totale du Canada. Si le Canada augmentait l'accès des importations de fromage en provenance de l'UE, ce précédent permettrait à l'Europe de demander plus facilement un

accès encore plus grand à l'avenir.

Le gouvernement canadien a promis d'aider les producteurs laitiers qui perdraient des parts de marché suite à CETA. Un programme de compensation permettrait certes de réduire l'impact financier direct pour les agriculteurs, mais il représenterait un coût supplémentaire pour les fonds publics et ne créerait pas les emplois dérivés générés par le traitement du lait au Canada. Dans le cadre de la gestion de l'offre, les producteurs laitiers tirent leurs revenus du marché et n'ont pas besoin de subventions.

La hausse des exportations n'augmente pas le revenu des agriculteurs

Du point de vue des agriculteurs, la croissance du marché à l'exportation n'a pas apporté la prospérité promise. Suite aux décisions gouvernementales prises au cours des dernières décennies, la viande de bœuf et de porc ainsi que les secteurs des céréales et des oléagineux sont dépendants des exportations et sont donc soumis à la volatilité des prix, en raison des fluctuations monétaires et des conditions de production dans les autres pays. À l'inverse, le secteur laitier est resté principalement national, en raison du soutien fédéral pour des tarifs douaniers élevés qui empêchent le lait d'importation bon marché d'inonder notre marché.

Les producteurs laitiers ont toujours pu couvrir leurs coûts alors que les producteurs de viande de bœuf ou de porc ont été forcés de vendre à perte. Les exportations de produits laitiers sont restées faibles et constantes pendant cette période, alors que les exportations de viande, d'animaux vivants et de produits à base de viande ont connu une hausse.

Augmenter le volume de viande de bœuf et de porc vendu à des prix inférieurs aux coûts de production, comme CETA semble vouloir le faire, n'est pas une solution : c'est un problème.

De plus, CETA viendrait sérieusement entraver, voire stopper, la mise en place de politiques d'approvisionnement local en denrées alimentaires. Au Canada, le mouvement pour une alimentation locale est en plein essor et de nombreux consommateurs urbains recherchent des aliments produits par des agriculteurs près de chez eux. De nombreuses municipalités, écoles, prisons et hôpitaux canadiens mettent en place des politiques d'approvisionnement local en denrées alimentaires. CETA exige que tous les marchés publics à tous les niveaux de gouvernement soient ouverts aux entreprises de l'UE sur un pied d'égalité avec les entreprises canadiennes ; il restreint également les prescriptions relatives à la teneur en produits locaux.

L'UNF maintient que CETA n'est pas nécessaire au commerce entre l'UE et le Canada. Par contre, l'accord limiterait la capacité des gouvernements élus fédéraux, provinciaux et locaux à adopter des lois, des règlements, des politiques et des programmes qui seraient dans l'intérêt de la population et des agriculteurs canadiens ainsi que de notre environnement.

Résumé de la déclaration – [version complète](#) (en anglais)

Hanna Penzer, EMB

European Milk Board ASBL
Rue de la Loi 155
B-1040 Bruxelles
Tel: +32 (0)2808 1935
Fax: +32 (0)2808 8265
Mail: office@europeanmilkboard.org
Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-aout-2015.html>